

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-diplomacie-think-tanks-de-Etats-Unis-menacent-encore-avec-l-arme-budgetaire-l-ONU>

La diplomacie "think tanks" de Etats Unis menacent encore avec l'arme budgétaire l'ONU

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 5 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Etats-Unis sortent l'arme budgétaire à l'ONU L'ambassadeur John Bolton menace de suspendre la contribution américaine aux Nations unies si les réformes de l'organisation ne sont pas adoptées.

Par Jean-Louis Turlin

[Le Figaro](#). Paris, 5 décembre 2005

Kofi Annan a dû reporter à une date indéterminée le voyage de deux semaines qu'il devait effectuer en Asie au début du mois. Le secrétaire général a invoqué auprès des gouvernements de Chine, de Corée du Sud, du Japon et du Vietnam « des problèmes urgents, en particulier les discussions sur le budget des Nations Unies ». C'est dire qu'il ne prend pas à la légère la menace américaine, inavouée mais implicite, de conditionner le vote des 3,6 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007, par l'adoption des réformes approuvées lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en septembre dernier.

Il a évidemment en souvenir la crise de la fin des années 1990, lorsque le Congrès républicain bloqua le versement des énormes arriérés de cotisations américaines jusqu'à ce que l'administration Clinton impose une réduction de la contribution des Etats-Unis au budget de l'ONU (ramenée à 22%, elle est toujours la plus importante). John Bolton ne l'a pas oubliée non plus.

Menace de marginalisation

Le représentant permanent des Etats-Unis a lui aussi décidé de jouer de l'arme budgétaire pour faire changer de gré ou de force une institution qu'il dénigrerait ouvertement avant d'y être affecté. La réforme de l'ONU, il ne l'a pas caché, c'est sa mission. Or, depuis les bonnes résolutions de septembre, le dossier n'a « dans l'ensemble pas fait de progrès » selon lui.

Partant du principe que l'adoption intégrale du prochain budget aurait pour effet de perpétuer le train-train habituel, il préconise au contraire de le fractionner pour ne couvrir que les trois ou quatre premiers mois de l'année 2006. Le temps de maintenir la pression sur l'assemblée générale, qui traîne les pieds sur le rééquilibrage des pouvoirs au profit du secrétaire général. En cas d'échec, John Bolton brandit la menace suprême : la marginalisation de l'ONU, à laquelle les Etats-Unis seraient tentés de préférer de nouvelles instances internationales plus réceptives... ou plus malléables.

Bluff ou pas, le bras de fer n'amuse personne. L'ONU ne peut fonctionner sans budget. Contrairement à la gestion financière d'un Etat, la perception de ses revenus, essentiellement les cotisations des 191 pays membres, n'intervient qu'après l'adoption de la loi de finances. Et l'organisation dépend des rentrées des bons payeurs pour compenser les retards des mauvais. Selon le secrétaire général adjoint et contrôleur Warren Sachs, un budget provisoire se traduirait par un premier trimestre 2006 à court de 320 millions de dollars, avec des conséquences directes sur le paiement des salaires et le financement de certaines missions cruciales.

Isolement des Américains

L'Union européenne et sa présidence britannique se sont élevées contre la position américaine. Le Japon estime qu'elle posera de « gros problèmes, principalement de trésorerie ». Deuxième plus gros contributeur avec 19,5% du

budget, Tokyo aurait pourtant de bonnes raisons de jouer les empêcheurs de tourner en rond après le torpillage de l'élargissement du Conseil de sécurité, où un siège permanent lui était promis.

Bref, les Etats-Unis sont isolés. Bolton, si controversé qu'il est arrivé en août dernier sans l'aval du Sénat, est fidèle à sa réputation d'intransigeance têtue. Selon un diplomate, sa démarche a « empoisonné l'atmosphère » et n'est pas de nature à « inspirer la confiance » nécessaire pour faire avancer le dossier des réformes.

Celles-ci ont néanmoins progressé. On est proche d'un accord sur la mise en place d'une commission pour la consolidation de la paix. Le Conseil des droits de l'homme, qui doit remplacer la très peu crédible commission actuelle, se heurte aux critères d'élection de ses membres pour éviter que n'y siègent des pays aussi peu « qualifiés » que Cuba ou la Libye (certainement le USA le serait avec ses vols de la CIA ? NDEC). Le contrôle auquel devraient se soumettre les pays membres pose aussi problème. On n'en est qu'au début de la négociation.

Sur le fond, les Américains ne sont pas les seuls à vouloir faire avancer les réformes. Mais leur forcing ne fait que renforcer le sentiment des petits pays, notamment ceux du groupe dit des 77, qui se méfient de mesures dictées par Washington. En prenant en otage le budget, qui doit être adopté avant le 31 décembre, Bolton s'est, de l'avis de William Luers, placé dans une position difficilement tenable.